





## 4. emploi

- Durée d'emploi salarié : du 02/03/2020 au 31/12/2020
- Dernier emploi tenu : Technicien Fibre Optique Dernier lieu de travail : MONTREUIL Dépt. 93
- Date d'engagement de la procédure de licenciement ou de notification de la démission ou de signature de la convention de rupture conventionnelle :
- Préavis : ☐ effectué : du au ☐ non effectué } ☐ payé : du au ☒ non payé : du au (motif) : fin de contrat cdd
- En cas d'affiliation à un régime spécial de sécurité sociale, indiquez la caisse : et le numéro d'affiliation :
- Le salarié relève-t-il du régime local d'Alsace Moselle ? ☐ oui ☒ non
- Catégorie d'emploi particulier : ☐ intérimaire ☐ intermittent ☐ travailleur à domicile ☐ expatrié ☐ employé de maison ☐ assistante maternelle ☐ autre : (précisez)
- Horaire de travail : hebdomadaire annuel
  - dans l'entreprise suite à un accord, une convention collective : 35
  - du salarié : 35
  - motif en cas de différence : ☐ travail à temps partiel ☐ autre motif : (précisez)
- Nature du contrat : ☐ contrat à durée indéterminée ☒ contrat à durée déterminée
- Contrat de type particulier : ☐ apprentissage ☐ professionnalisation ☐ orientation ☐ qualification ☐ adaptation ☐ emploi-solidarité ☐ emploi jeunes (dispositif 1997) ☐ contrat jeunes en entreprise (dispositif 2002) ☐ CIE ☐ CAE ☐ contrat d'avenir ☐ autre : (précisez)
- Statut particulier : ☐ gérant ☐ administrateur/PDG/DG ☐ Mbre/Pdt du Directoire ☐ Mbre du Cons. de surveillance ☐ Pdt d'une association ☐ Mbre d'un GIE ☐ associé/actionnaire ☐ autre : (précisez)

## 5. chômage total sans rupture de contrat de travail

40 ☐ oui ☒ non

Avez-vous demandé les allocations de chômage partiel à la DDTEFP ?

☐ oui ☒ non

Si oui, période indemnisée au titre du chômage partiel :

du au

Date de reprise prévue :

## 6. motif de la rupture du contrat de travail

- 11 ☐ licenciement suite à redressement ou liquidation judiciaire
- 12 ☐ licenciement suite à fermeture définitive de l'établissement
- 14 ☐ licenciement pour motif économique

Salarié licencié à l'âge de 55 ans ou plus

Si une convention FNE a été conclue par l'entreprise, l'intéressé a-t-il refusé la proposition d'adhérer à la convention ? 10 ☐ oui 21 ☐ non

- 15 ☐ licenciement pour fin de chantier
- 20 ☐ licenciement pour autre motif, (précisez) :
- 25 ☐ autre rupture pour raison économique (Art. L. 1233-3 al.2 du C. du T.)
- 31 ☒ fin de contrat à durée déterminée
- 32 ☐ fin de mission d'intérim
- 81 ☐ fin de contrat d'apprentissage

- 82 ☐ résiliation judiciaire du contrat
- 83 ☐ rupture pour force majeure ou fait du prince
- 84 ☐ rupture d'un commun accord d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage
- 34 ☐ fin de période d'essai à l'initiative de l'employeur
- 35 ☐ fin de période d'essai à l'initiative du salarié
- 36 ☐ rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage à l'initiative de l'employeur
- 37 ☐ rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage à l'initiative du salarié
- 38 ☐ mise à la retraite par l'employeur
- 39 ☐ départ à la retraite à l'initiative du salarié
- 59 ☐ démission (motif) :
- 88 ☐ rupture conventionnelle (Art. L. 1237-14 du C. du T.)
- 60 ☐ autre motif : (précisez) :



## 7.1 salaires des 12 mois civils complets précédant le dernier jour travaillé et payé

Portez dans ces cadres les salaires correspondant aux 12 mois civils précédant le dernier jour travaillé et payé.  
(Ex : dernier jour travaillé et payé : le 25/02/2009, indiquez les salaires du 01/02/2008 au 31/01/2009).

Dernier jour travaillé payé :

3 0 1 1 2 0 2 0

Période de paie du 1	au	Date de paie 2	Nb d'heures travaillées 3	Nb de jours n'ayant pas été intégralement payés 4	Salaire mensuel brut 5	Montant du précompte Assurance chômage (part salariale) 6	Observations En cas de variation significative des salaires, indiquez-en le motif 7
01/03/2020	31/03/2020	01/04/2020	151,67		1539,45	0,00	
01/04/2020	30/04/2020	01/05/2020	151,67		1539,45	0,00	
01/05/2020	31/05/2020	01/06/2020	151,67		1539,45	0,00	
01/06/2020	30/06/2020	01/07/2020	151,67		1539,45	0,00	
01/07/2020	31/07/2020	01/08/2020	151,67		1539,45	0,00	
01/08/2020	31/08/2020	01/09/2020	151,67		1539,45	0,00	
01/09/2020	30/09/2020	01/10/2020	151,67		1539,45	0,00	
01/10/2020	31/10/2020	01/11/2020	151,67		1539,45	0,00	

## 7.2 primes et indemnités de périodicité différente des salaires, non mentionnées dans le cadre 7.1

Période couverte par l'indemnité ou la prime du au	Date de paiement	Nature de la prime ou indemnité (13° mois, prime de bilan, prime exceptionnelle...) ATTENTION : les indemnités de départ ou compensatrices de congés payés ne doivent pas figurer ici.	Montant soumis aux contributions d'assurance chômage

**POUR S'INSCRIRE COMME DEMANDEUR D'EMPLOI,  
LE SALARIÉ A 2 POSSIBILITÉS :**

- 1 > par internet : [www.pole-emploi.fr](http://www.pole-emploi.fr) - Rubrique 'Demandeurs d'emploi' - Accès aux services.
- 2 > par téléphone : en composant le 3949 (selon le service, appel gratuit ou de 0,11 € TTC depuis un poste fixe, hors éventuel surcoût de votre opérateur).



### 7.3 sommes versées à l'occasion de la rupture (solde de tout compte)

#### salaire

(versé après le dernier mois civil mentionné au cadre 7.1)

Période du	au	Date de paiement	Nb. d'heures travaillées	Salaire brut	Montant du précompte Assurance chômage (part salariale)
01/11/2020	30/11/2020	01/12/2020	151,67	3376,96	0,00

#### indemnité compensatrice de préavis

Montant : \_\_\_\_\_ EUR

#### indemnité compensatrice de congés payés

Montant : \_\_\_\_\_ 452,00 EUR

Jours ouvrables : \_\_\_\_\_

Indemnité due par une caisse professionnelle

(précisez laquelle) : \_\_\_\_\_

#### total des sommes ou indemnités légales, conventionnelles ou transactionnelles inhérentes à la rupture

• Montant correspondant aux indemnités légales (voir notice) : \_\_\_\_\_ 1385,51 EUR  
dont indemnités : \_\_\_\_\_ 1385,51 EUR

- |   |  |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> légale de licenciement _____<br>(Art. L. 1234-9 du C. du T.)   | <input type="checkbox"/> spéciale de licenciement _____  |
| <input type="checkbox"/> minimale de rupture conventionnelle _____<br>(Art. L. 1237-13 du C. du T.)<br>Montant correspondant à celui de l'indemnité légale de licenciement) | <input type="checkbox"/> spécifique de licenciement _____<br>(Art. L. 1235-15 du C. du T.)                   |
| <input checked="" type="checkbox"/> de fin de contrat à durée déterminée _____ 1385,51  | <input type="checkbox"/> due aux journalistes _____  |
| <input type="checkbox"/> de fin de mission _____  | <input type="checkbox"/> légale de clientèle _____   |
| <input type="checkbox"/> de départ à la retraite _____  | <input type="checkbox"/> légale due au personnel<br>navigant de l'aviation civile _____                      |
|   | <input type="checkbox"/> versée à l'apprenti en application de<br>l'article L. 6225-5 al.2 du C. du T. _____ |
|   | <input type="checkbox"/> due en raison d'un sinistre _____   |
|   | <input type="checkbox"/> autres indemnités légales _____   |

• Montant correspondant aux indemnités conventionnelles (convention collective) : \_\_\_\_\_ EUR

• Montant correspondant aux indemnités transactionnelles (transaction) : \_\_\_\_\_ EUR

Une transaction est-elle en cours ? ☐ oui\* ☒ non

\*Si d'autres sommes sont versées après l'établissement de cette attestation, vous devez les déclarer à Pôle emploi.

### 8. avance du régime de garantie des salaires

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, une avance de l'AGS :

- a-t-elle été perçue ? ☐ oui Pour quelles créances : \_\_\_\_\_  
☒ non Motif : \_\_\_\_\_
- est-elle à percevoir ? ☐ oui Pour quelles créances : \_\_\_\_\_  
☒ non Motif : \_\_\_\_\_

### 9. authentification par l'employeur

Je soussigné(e), (nom) : BUTT (prénom) : AHMED

agissant en qualité de :

- |  |  |  |  |
|--|--|--|--|
| <input type="checkbox"/> chef d'entreprise | <input type="checkbox"/> directeur         | <input type="checkbox"/> comptable                 | <input type="checkbox"/> mandataire liquidateur      |
| <input checked="" type="checkbox"/> gérant | <input type="checkbox"/> chef du personnel | <input type="checkbox"/> administrateur judiciaire | <input type="checkbox"/> autre : _____<br>(précisez) |

certifie que les renseignements indiqués sur la présente attestation sont exacts et, notamment, le motif de la rupture du contrat de travail qui est, je le rappelle, le suivant : fin de contrat odd

En cas de rupture conventionnelle, atteste n'avoir pas reçu de refus d'homologation de la convention de la part de la DDTEFP ou, le cas échéant, de refus de l'inspection du travail.

A MONTREUIL le 30/11/2020

Signature



Personne à joindre concernant cette attestation :

BUTT AHMED

Téléphone : \_\_\_\_\_

Cachet de l'entreprise

**FIRSTCOM**  
5 Rue De La Procession  
92250 Gagnevilliers  
SIREN : 853 305 803